

CA Montpellier CH. 01 B 3 juillet 2013 N° 11/09032
Grosse + copie

délivrées le

à

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

1° Chambre Section B

ARRET DU 03 JUILLET 2013

Numéro d'inscription au répertoire général : 11/09032

Décision déférée à la Cour : Jugement du 21 NOVEMBRE 2011

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BEZIERS

N° RG 1002066

APPELANTES :

Le fournisseur X. représentée par son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité au siège social XXXX

représentée par la SCP GILLES ARGELLIES, FABIEN WATREMET, avocats au barreau de MONTPELLIER, avocats postulants et Me SIMON, avocat au barreau de TOULOUSE, avocat plaidant

Le distributeur X. prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié ès qualités audit siège XXX

représentée par la SCP LEVY - BALZARINI - SAGNES - SERRE, avocats au barreau de MONTPELLIER

INTIMES :

Monsieur G.

représenté par Me Joséphine HAMMAR, avocat au barreau de MONTPELLIER, avocat postulant et la SCP SCHEUER, VERNHET ET ASSOCIES, avocats au barreau de MONTPELLIER, avocat plaidant

ORDONNANCE DE CLOTURE DU 14 Mai 2013

COMPOSITION DE LA COUR :

L'affaire a été débattue le 04 JUIN 2013, en audience publique, Madame Caroline CHICLET ayant fait le rapport prescrit par l'article 785 du Code de Procédure Civile, devant la Cour composée de :

Monsieur Mathieu MAURI, Conseiller, faisant fonction de Président de Chambre

Madame Caroline CHICLET, Conseiller

MadameMarianneFEBVRE MOCAER, Vice Présidente placée déléguée par ordonnance de

Monsieur le Premier Président du 12 mars 2013

qui en ont délibéré.

Greffier, lors des débats : Madame Myriam RUBINI

ARRET :

- CONTRADICTOIRE.

- prononcé publiquement par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du Code de Procédure Civile ;

- signé par Monsieur Mathieu MAURI, Conseiller, faisant fonction de Président de Chambre, et par Madame Myriam RUBINI, Greffier, auquel la minute de la décision a été remise par le magistrat signataire.

EXPOSE DU LITIGE

Monsieur G. a souscrit un contrat de fourniture d'électricité auprès du fournisseur X. pour l'alimentation de sa maison d'habitation sise XXX.

Se plaignant de variations de tension à la sortie du compteur entre le mois de décembre 2009 et le mois de février 2010, Monsieur G. a assigné devant le tribunal de grande instance de Béziers le fournisseur X. et le distributeur A. en responsabilité et indemnisation de ses préjudices, par acte du 18 mai 2010.

Par jugement du 21 novembre 2011 ce tribunal a :

- condamné in solidum le fournisseur X. et le distributeur A. à payer à Monsieur G. la somme de 11.863,79 € à titre de dommages intérêts ;
- condamné Monsieur G. à payer au fournisseur X. la somme de 3.119,74 € au titre de la facture du 8 mars 2010 ;
- ordonné l'exécution provisoire ;
- condamné in solidum le fournisseur X. et le distributeur A. à payer à Monsieur G. la somme de 1.500 € sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile ;
- condamné in solidum le fournisseur X. et le distributeur A. aux dépens de l'instance.

Le fournisseur X. a relevé appel de ce jugement à l'encontre de Monsieur G. le 30 décembre 2011, appel enrôlé sous le n°RG 11/09032.

Puis, le fournisseur X. a relevé appel contre le distributeur A. le 3 janvier 2012. Cet appel a été enrôlé sous le n°RG 12/69.

Le distributeur A. a relevé appel de ce jugement le 3 janvier 2012 à l'encontre de Monsieur G. et du fournisseur X. Cet appel a été enrôlé sous le n° RG 12/72.

Les instances d'appel n°12/69 et 12/72 ont été jointes par ordonnance du conseiller de la mise en état en date du 24 janvier 2013 avec l'instance pendante n°11/09032 sous le seul n°11/09032.

Vu les conclusions du fournisseur X. remises au greffe le 20 mars 2012 ;

Vu les conclusions du distributeur A. remises au greffe le 19 avril 2013 ;

Vu les conclusions de Monsieur G. remises au greffe le 24 avril 2012 ;

Vu l'ordonnance de clôture en date du 14 mai 2013 ;

MOTIFS

Sur les demandes dirigées contre le fournisseur X. :

Le fournisseur X. n'est plus le gestionnaire du réseau depuis l'entrée en vigueur de la loi n°2004-803 du 9 août 2004 qui a confié ces attributions, incluant celle de la distribution, au distributeur A..

Le rôle du fournisseur X. est cantonné, depuis cette loi, à la fourniture de l'énergie, le distributeur A. se chargeant de la gestion du réseau et de la distribution.

Ainsi que l'admet justement le distributeur A., en page 6 de ses écritures, la mise en cause de la qualité de l'électricité fournie (variation de tension) concerne principalement l'activité du distributeur d'électricité et par conséquent le distributeur A.'.

Monsieur G. sera débouté de toutes ses prétentions dirigées contre le fournisseur X..

Le jugement sera infirmé sur ce point.

Sur la responsabilité du distributeur A. :

Monsieur G. fonde ses demandes sur les dispositions des articles 1147 et 1386-1 du code civil.

Le produit défectueux, au sens de l'article 1386-1 du code civil, est celui qui n'offre pas la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre'.

C'est donc le danger excessif, anormal, auquel on ne peut pas s'attendre qui est le critère de défectuosité, auquel s'ajoutent les indices indiqués à titre énonciatif par l'article 1386-4, alinéa 2 relatifs à la présentation du produit, à l'usage qui peut en être raisonnablement attendu et au moment de sa mise en circulation.

Le produit défectueux doit présenter un défaut interne, défaut de fabrication ou de conception, auquel est assimilé de défaut d'information.

En l'espèce, les sous tension alléguées à la sortie du compteur de Monsieur G. ressortissent du régime des non conformités contractuelles et non de la responsabilité du chef des produits défectueux.

En effet, l'électricité, dans le cas invoqué, ne présente pas de défaut interne susceptible de faire courir un danger excessif ou anormal au consommateur.

C'est pourquoi, ainsi que l'a justement considéré le premier juge, le présent litige relève de la responsabilité contractuelle et non de l'application de l'article 1386-1 du code civil, faute de preuve de l'existence d'un produit défectueux.

La réalité des sous tension alléguées est suffisamment établie par :

- l'attestation du 12 janvier 2010 de l'entreprise d'électricité C.,
- les sept demandes d'intervention de Monsieur G. envers son distributeur entre le 27 décembre 2009 et le 2 avril 2010,
- la demande d'intervention adressée par l'entreprise C. au fournisseur X. en date du 31 mars 2010,
- la saisine du médiateur de l'énergie le 31 mars 2010.

Aucun des sept courriers adressés au distributeur n'a reçu de réponse de la part. Celui-ci n'a pas cru devoir dépêcher sur place un technicien susceptible de diagnostiquer l'origine des dysfonctionnements et les moyens d'y remédier.

La saisine du médiateur de l'énergie n'a pas eu plus de succès.

Il se déduit de l'ensemble de ces éléments que le distributeur A. a commis une faute en ne distribuant pas à Monsieur G. l'énergie contractuellement promise, de nature à permettre le fonctionnement normal des appareils électriques.

Par ses divers courriers, Monsieur G. a signalé à son distributeur les dysfonctionnements de ses appareils électriques.

Il a fait état, par écrit, du dysfonctionnement de :

- ses plaques de cuisson le 21 décembre 2009,
- de la pompe à chaleur, des climatiseurs et des téléviseurs le 6 janvier 2010,
- et de l'ensemble des appareils électroniques se mettant en sécurité le 12 janvier 2010.

Les mentions contenues dans la facture du 17 février 2010 de l'entreprise d'électricité C. selon lesquelles le remplacement des appareils, pour un montant total de 11.063,79 €, fait suite à de nombreux problèmes de tension sur la ligne générale, ne sont pas utilement contestées par le distributeur A. qui ne produit aucun avis technique susceptible de remettre en cause la réalité des dégâts invoqués ou l'existence d'un lien de causalité entre ces dégâts et les sous tension.

La cour considère, au vu de ce qui précède, que la preuve de la réalité du préjudice et du lien de causalité est suffisamment rapportée.

Le distributeur A. doit être condamné à payer à Monsieur G. la somme de 11.063,79 € à titre de dommages intérêts avec intérêts au taux légal à compter du 5 mars 2010, date de la mise en demeure.

Le jugement sera confirmé sur ce point.

Sur les dommages intérêts complémentaires :

L'attitude fautive du distributeur A., qui n'a pas répondu aux nombreuses sollicitations de son client ni à celle de son électricien alors que le contrat l'oblige à assurer un service efficace et de qualité tant en ce qui concerne la vente de l'électricité que les prestations qui en découlent (accueil de la clientèle, conseil, facturation, relève et dépannage etc), est à l'origine d'un préjudice moral subi par Monsieur G., distinct de celui né de la nécessité de pourvoir au remplacement des appareils endommagés.

Ce préjudice distinct sera justement réparé par l'allocation d'une indemnité complémentaire de 800 € et le jugement sera confirmé sur ce point.

Sur la demande reconventionnelle du fournisseur X. :

Par des motifs que la cour adopte, le premier juge a fait une exacte appréciation des faits de la cause en décidant que Monsieur G. restait redevable envers le fournisseur X. d'une facture éditée le 8 mars 2010 pour un montant de 3.119,74 € dès lors qu'il ne démontrait pas que des sous tensions électriques étaient de nature à entraîner des surconsommations électriques importantes.

Le jugement sera confirmé en ce qu'il a condamné Monsieur G. à payer ladite somme à le fournisseur X..

PAR CES MOTIFS

La cour ;

Confirme le jugement entrepris, sauf en ce qu'il a condamné le fournisseur X. à payer à

Monsieur G. les sommes de 11.863,79 € à titre de dommages intérêts, 1.500 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile et les dépens ;

Statuant à nouveau sur ces chefs infirmés et y ajoutant ;

Déboute Monsieur G. de toutes ses prétentions dirigées contre le fournisseur X. ;

Condamne le distributeur A. aux dépens de l'appel qui seront recouvrés conformément aux dispositions de l'article 699 du code de procédure civile ;

Condamne le distributeur A. à payer à Monsieur G. une indemnité de 800 € sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile pour ses frais engagés en cause d'appel ;

Condamne Monsieur G. à payer à le fournisseur X. une indemnité de 800 € sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile pour ses frais engagés en première instance et en cause d'appel ;

LE GREFFIER LE PRESIDENT

CC/MR